

La Corée du Nord sort de « l'axe du mal » : un pas en avant¹

Après des années de palabres, un pas a été franchi vers la dénucléarisation de la Corée du Nord. L'accord signé – une sorte de troc - offre à Pyongyang des garanties vitales pour la survie du régime. Pendant ce temps-là, le bras de fer avec Téhéran se poursuit. Et le temps presse.

« L'axe du mal », si présent dans la dangereuse rhétorique biblique de l'administration Bush, vient-il de perdre un de ses éléments les plus communément cités ? Au terme d'une nième étape de négociations dans un marathon entamé depuis des années, la Corée du Nord a donc accepté le principe d'une désactivation de ses installations nucléaires. Il aura fallu six jours d'âpres discussions pour que Pyongyang, son voisin du sud, le Japon, la Chine, la Russie et les Etats-Unis parviennent à mettre sur papier les termes d'un accord que personne n'attendait plus il y a quelques semaines encore.

Voici quelques mois, le club des Etats capables de jouer avec la bombe atomique s'était agrandi. Comme annoncé de longue date, la République Populaire et Démocratique de Corée (RPDC) avait procédé à un essai nucléaire avec succès, provoquant ainsi la condamnation unanime de la communauté internationale, notamment à l'ONU. Pourquoi cette « provocation » qualifiée d'« irresponsables » par les principales capitales ? Certains avaient noté que le choix de l'escalade fait par la Corée du Nord était intervenu en un moment où l'échiquier régional s'était réorganisé avec l'arrivée d'un faucon à la tête du gouvernement japonais, un Premier ministre particulièrement ouvert aux visions stratégiques américaines. L'adversaire principal avait d'ailleurs été clairement évoqué par le pouvoir nord-coréen : « *La menace extrême des Etats-Unis de déclencher une guerre nucléaire et les sanctions contraignant (à cet essai nucléaire) en tant que contre-mesure d'autodéfense.* »

Le régime de Kim Jong Il s'en était trouvé un peu plus isolé, la Chine qui n'avait cessé de la protéger, lui coupant son aide militaire et coopérant avec Washington dans les sanctions financières. Mais, au-delà des logorrhées martiales, on se dit aujourd'hui que, peut-être, l'explosion de la bombinette a paradoxalement dégagé le chemin vers une reprise des négociations.

« Besoin d'ouverture »

Outre des aides énergétiques, les responsables nord-coréens, à la tête d'un pays économiquement exsangue, viennent d'obtenir une reprise rapide des pourparlers en vue d'une normalisation des relations avec les Etats-Unis et leur allié japonais. Une avancée essentielle pour un Etat qui se dit dans la ligne de feu de M. Bush depuis son discours sur l'« axe du mal » de janvier 2002. Or, nombreux sont ceux qui affirment que Washington a fait un gros effort pour assouplir ses positions. Au lendemain de l'accord, l'expert Peter Beck de l'*International Crisis Group* parlait dans *Le Soir* d'un complet changement de stratégie : « *L'administration Bush semble avoir réalisé qu'elle ne pouvait affronter simultanément l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord.* » Et le *New York Times* évoquait une volte-face de Bush : « *Bush et Kim sont confrontés à d'énormes problèmes et ont besoin d'une ouverture (...)* Comme un haut fonctionnaire l'a noté, la perspective de voir M. Bush laisser l'Irak, l'Iran, l'Afghanistan et la Corée du Nord dans une situation plus dangereuse que celle dans laquelle il les a trouvés 'n'est guère attrayante'. »

L'accord indique que, dans les prochains mois, la Corée du Nord devrait désactiver ses réacteurs nucléaires et laisser les inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique accéder à ses armes et à un possible second programme d'armes nucléaires qu'on la soupçonne d'avoir lancé. Elle devrait ultérieurement se défaire de ses armes proprement dites. La RPDC recevra en compensation un million de tonnes de fioul par an et un million de kilowatts d'électricité, si toutefois les échéances et les

¹ Analyse parue dans le N° 308 du *Journal du mardi*, 20 février 2007.

conditions fixées par l'accord sont respectées. Pyongyang dispose d'un délai de deux mois pour fermer son principal réacteur nucléaire et bénéficier de 50 000 premières tonnes de pétrole. Il est aussi question d'une levée des sanctions commerciales et financières, comme le gel de quelque 24 millions de dollars détenus sur des comptes nord-coréens à la Banco Delta Asia de Macao, accusée de blanchiment d'argent pour le compte de la Corée du Nord.

Un troc ?

Ces sanctions avaient fait capoter de précédentes négociations et prolongé une crise qui dure depuis plus de douze ans. Cinq groupes de travail vont être mis en place pour superviser l'ensemble du processus et une nouvelle session de pourparlers a été fixée au 19 mars prochain.

Peut-on déduire de tout cela que Pyongyang s'est servi de son programme nucléaire comme d'un instrument de troc ? L'avenir dira si la dénucléarisation de la péninsule coréenne est définitivement en bonne voie. C'est avec d'infinies précautions que la communauté internationale a acté cette première étape positive. Le régime nord-coréen a montré à plusieurs reprises combien il est imprévisible et les médias du pays ont eux-mêmes invité à la prudence en rappelant que l'accord signé à Pékin n'implique qu'une « *suspension temporaire* » des activités nucléaires dans un pays qui, selon l'AIEA, possède plusieurs bombes. La secrétaire d'Etat américaine, Condoleeza Rice a relevé que « *ce n'était pas la fin de cette histoire.* » Le Japon a conditionné sa participation au règlement d'un dossier concernant 13 japonais enlevés par des agents nord-coréens durant la guerre froide.

Bras de fer avec l'Iran

Mais une impulsion est donnée alors que le bras de fer se poursuit avec Téhéran. Où l'on pourrait aussi être tenté par un grand marchandage à la nord-coréenne pour obtenir la reconnaissance d'un rôle régional que Washington refuse de lui reconnaître ? Avec constance, le régime des Mollahs souffle le chaud et le froid. Les Etats-Unis, multipliant les exercices de musculation, se font menaçants et le ton monte à Washington où l'on parle de plus en plus d'une opération militaire contre les sites litigieux en Iran. Les Européens naviguent entre deux eaux. D'une part, ils veulent laisser du champ à une négociation qui dure depuis près de quatre ans. D'autre part, les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne viennent d'entériner le plan d'application des sanctions de l'ONU contre l'Iran, consécutif au refus iranien de geler ses activités d'enrichissement d'uranium (au demeurant autorisé par les traités internationaux mais que d'aucuns voient comme l'étape indispensable à la fabrication d'une arme nucléaire). Ce plan fait suite à la décision prise en décembre par le Conseil de sécurité d'imposer des sanctions ciblées². Le négociateur en chef iranien, Ali Larijani, a répété que son pays était toujours prêt au dialogue mais refuserait toute condition préalable exigeant la suspension de son programme nucléaire. Il se dit dans les chancelleries qu'un projet de compromis pourrait être mis sur la table par des diplomates suisses, de la part de plusieurs pays européens, Allemagne en tête. Il stipulerait que Téhéran conserve ses capacités d'enrichissement mais pas ses centaines de centrifugeuses avec de l'hexafluoride d'uranium. Cela, en échange de coopérations négociées avec les grandes puissances – Europe, Russie, Chine, Etats-Unis – dans le domaine économique, le nucléaire civil et la sécurité régionale. Le Conseil de sécurité de l'ONU a réclamé pour ce 21 février au plus tard la suspension de l'enrichissement, sans quoi de nouvelles sanctions pourraient être décidées. Mais, face à la montée des enchères au Moyen-Orient, la Russie plaide pour une double « pause », de l'enrichissement d'uranium et des sanctions. Tout le monde joue sur le fil du rasoir.

² Celles-ci imposent un embargo sur les transferts de technologies vers les programmes nucléaire et balistique iraniens, des limites sur les transactions financières vers ces programmes, des gels d'avoirs et des interdictions de visas à certains responsables iraniens.